



UNION INTERNATIONALE DE LA PRESSE FRANCOPHONE

Par Regine.lefevre7@hotmail.fr

Revue de presse

No 412 en date du 20.06.2019

Dans le cadre des 88 pays et états appartenant à la Francophonie institutionnelle <https://www.francophonie.org/statut-et-date-adhesion-Etats-et-gouvernements-28647.html> et des pays et états non adhérents à la Francophonie institutionnelle (Algérie, Azerbaïdjan et Vallée d'Aoste) dans lesquels se situent des sections de l'Union de presse francophone

Toutes les informations et tous les communiqués en provenance des sections de l'UPF sont gérés par UPF internationale
Seules les informations concernant ces sections faisant l'objet d'une publication dans la presse sont reprises dans la revue

SOMMAIRE

- 1 – JOURNALISTES EN CENTRAFRIQUE – « Deux journalistes de l'AFP violemment interpellés à Bangui »**
- 2 – FESTIVAL JOURNALISME – « Bastia : le festival les plumes de la liberté rend hommage au journalisme »**
- 3 – RADIO EN MAURITANIE – « Une radio communautaire pour lutter contre l'insécurité »**
- 4 – PRESSE AU LUXEMBOURG – « Une offre de presse francophone en pleine mutation »**
- 5 – FRANCOPHONIE – « Appel des Cent pour protéger la langue française du colonialisme anglo-américain »**
- 6 – JOURNALISTE AU SENEGAL – « Le journaliste et analyste politique Serigne Saliou Samb est décédé »**
- 7 – JOURNALISTE AU MEXIQUE – « Libération d'un journaliste enlevé par des hommes armés »**
- 8 – JOURNALISTES EN CENTRAFRIQUE – « Passage à tabac de deux journalistes en RCA : RSF demande des sanctions contre les éléments de la police impliqués »**
- 9 – JOURNALISTES EN BULGARIE – « Deux journalistes d'investigation à l'origine de révélations sur un scandale immobilier victimes d'un coup monté »**

1 – JOURNALISTES EN CENTRAFRIQUE – « Deux journalistes de l'AFP violemment interpellés à Bangui »

<https://information.tv5monde.com/info/centrafrique-deux-journalistes-de-l-afp-violemment-interpelles-bangui-306499>

Dimanche 16 juin 2019

Par Sonia BAKARIC et Camille MALPLAT

Deux journalistes français de l'Agence France-Presse (AFP) en Centrafrique ont été brutalement interpellés et leur matériel confisqué ou détruit samedi, lors de la dispersion d'une manifestation de l'opposition à Bangui, interdite par les autorités.

Les deux correspondants, **Charles Bouessel** (28 ans) et **Florent Vergnes** (30 ans), ont déclaré avoir été retenus plus de six heures et auditionnés trois fois, après avoir été arrêtés et molestés à plusieurs reprises par des membres de l'Office centrafricain de répression du banditisme (OCRB).

Accrédités pour travailler dans ce pays, les deux journalistes ont été arrêtés samedi vers 15H00 (14H00 GMT).

"L'AFP proteste contre les violences policières injustifiables dont ont été victimes deux de ses collaborateurs samedi à Bangui", a déclaré le directeur AFP pour l'Afrique, Boris Bachorz.

Les journalistes ont d'abord été retenus par l'OCRB puis transférés dans les locaux de la direction des services de police judiciaire (DSPJ) à Bangui, selon des sources diplomatiques, le ministre centrafricain de la Justice, et les deux journalistes de l'AFP.

"La manifestation se déroulait bien, les CRS nous ont laissé filmer et voyaient bien que nous étions en dehors du cortège", a témoigné Charles Bouessel, confirmant la version de l'autre journaliste de l'AFP, Florent Vergnes.

"Les manifestants ont été dispersés rapidement. Des pick-up de l'OCRB sont arrivés. On a entendu des tirs à balles réelles".

"Avec Florent nous tentons de partir (...). L'OCRB nous voit et semble furieux qu'on ait filmé la scène, ils foncent sur nous", a-t-il ajouté. "L'un d'eux attrape ma caméra et la fracasse par terre. Je mets les mains en l'air mais je me prend une première claque dans la tête. Mon sac à dos (où j'ai mes papiers, passeport, carte bleue, accréditation presse...) est arraché et jeté par terre. Je demande à le prendre, ainsi que les débris de mon appareil mais je reçois seulement des coups".

"On est emmenés à l'accueil de l'OCRB, où on me dit de vider mes poches pour notifier ce que j'ai sur moi au début de la garde à vue. Je leur explique que je n'ai plus rien, les flics m'ont tout pris, ça ne les intéresse pas, et c'est sûrement perdu me disent-ils".
- "Ceinturé à la gorge" -

"On est libérés à 20h48, je n'ai plus de papiers ni d'argent ni de téléphone. Les policiers proposent de nous ramener mais demandent 10.000 francs (15 euros) +pour l'essence+", poursuit Charles Bouessel.

De son côté, Florent Vergnes a affirmé avoir "été ceinturé à la gorge" et s'être "pris des beignes, des coups de crosse de kalachnikov dans le dos". "Ils m'ont arraché mon sac, mon appareil photo et mon téléphone" pendant l'arrestation.

"J'ai saigné du nez et j'ai mal au dos et à la mâchoire", a ajouté Florent Vergnes, qui a fait constater ses blessures par un médecin à Bangui dimanche matin.

"Ce jour, il présente un volumineux hématome temporal droit, un hématome sur l'omoplate droite, un hématome sur la base du nez et une douleur sur l'articulation temporo-mandibulaire gauche et un trouble de l'articulé dentaire", selon les termes du certificat médical.

Florent Vergnes a souligné qu'au moment de son interpellation, il avait signalé être dûment accrédité : "Je leur ai dit que j'étais journaliste et que j'étais accrédité, ils m'ont dit +appelle ton ministre+".

Selon le ministre centrafricain de la Justice, Flavien Mbata, les deux journalistes "ont été interpellés par la police, car ils étaient présents sur les lieux d'une manifestation interdite par la police".

"On a demandé à ce qu'ils soient libérés hier (samedi), ce qui a été fait. Demain (lundi), lorsque on aura tous les éléments et le procès-verbal, on va décider de la suite de la procédure", a ajouté le ministre, joint par l'AFP de Libreville.

- Protestation de l'AFP -

Dans un communiqué, le directeur AFP pour l'Afrique, Boris Bachorz, a écrit que "l'AFP proteste contre les violences policières injustifiables dont ont été victimes deux de ses collaborateurs samedi à Bangui. Charles Bouessel et Florent Vergnes ne faisaient rien d'autre que leur travail, pour lequel ils ont été dûment accrédités par les autorités centrafricaines, quand ils ont été interpellés puis tabassés par des membres des forces de l'ordre, avant d'être gardés à vue de longues heures".

"Nous demandons aux autorités centrafricaines des assurances que ces deux journalistes, comme l'ensemble de leurs collègues en Centrafrique, puissent continuer à effectuer leur mission sans avoir à craindre pour leur intégrité physique", a-t-il poursuivi, indiquant qu'une démarche formelle de l'AFP serait effectuée en ce sens dès lundi.

Reporters sans frontières (RSF) a également "condamné l'agression" des deux correspondants. "Ces mauvais traitements ne doivent pas rester impunis", a écrit l'ONG dimanche sur Twitter.

Dans le dernier classement mondial de la liberté de la presse de RSF, la Centrafrique occupe la 145e place sur 180.

2 – FESTIVAL JOURNALISME – « Bastia : le festival les plumes de la liberté rend hommage au journalisme »

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/corse/haute-corse/bastia/bastia-festival-plumes-liberte-rend-hommage-au-journalisme-1686278.html>

Dimanche 16 juin 2019

Par France3 Corse

Le festival les plumes de la liberté s'est tenu samedi 15 et dimanche 16 juin au théâtre de Bastia. Un événement qui rend hommage au journalisme. Patrick Poivre d'Arvor a été le parrain de cette seconde édition.

Un hommage au journalisme s'est tenu, les samedi 15 et dimanche 16 juin au théâtre de Bastia, à travers le festival les plumes de la liberté.

Parmi les participants : Patrick Poivre d'Arvor, parrain de cette seconde édition, l'animatrice radio Evelyne Adam et le grand reporter Philippe Rochot. Ce dernier a été otage au Liban durant 105 jours en 1986 et lauréat du Prix Albert Londres pour ses reportages dans le pays.

Philippe Rochot livre sa vision du journalisme, métier en pleine mutation :

Le journaliste est-il encore libre ?

Pour moi, le journaliste a toujours été libre, simplement, il faut lutter pour conserver sa liberté d'expression, il faut lutter parce qu'il y a beaucoup de menaces contre les journalistes, comme des menaces physiques. Il y a des journalistes qui sont tués comme par exemple en Afghanistan, il y a des journalistes qui sont pris en otage, il y a des journalistes qui sont aussi menacés pour livrer leurs sources d'informations. Or, un journaliste doit protéger ses sources.

Quel est l'impact des réseaux sociaux sur la profession ?

Je suis un fan des réseaux sociaux, je trouve que c'est une nouvelle forme d'information à laquelle nous devons nous ranger. Ça touche tout le monde. J'ai moi-même un site internet où je fais des articles après, c'est repris ou non. Ça me permet de voir quel est l'impact de ces articles dans l'opinion. Il faut vraiment prendre en considération les réseaux sociaux dès que l'on fait de l'information, mais essayer aussi de bien filtrer, de savoir qui diffuse ces informations et de les vérifier avant de les reprendre.

Le journalisme est-elle une profession en perte de crédibilité ?

Il y a une telle pression, un tel poids des réseaux sociaux qui fait que parfois, on laisse passer une information mauvaise. Ça discrédite absolument tout le travail des journalistes. À la fois il y a une formation qui doit être nécessaire chez les jeunes, une formation d'initiation aux médias, pour savoir à quels sites on peut faire confiance, à quel journal on peut faire confiance, même à quel journaliste on peut faire confiance et espérer que la côte de popularité des journalistes va remonter. Je trouve ça décevant et à la fois alarmant de voir le peu de popularité qu'on a aujourd'hui dans l'opinion.

3 – RADIO EN MAURITANIE – « Une radio communautaire pour lutter contre l'insécurité »

<http://www.rfi.fr/afrique/20190616-mauritanie-presidentielle-radio-communautaire-wade-chebi-hodh-ech-chargui>

Dimanche 16 juin 2019

Par RFI

Pour lutter contre l'insécurité, un projet de radio communautaire doit bientôt voir le jour à Wade Chebi, à plus de 250 km de Nema.

La campagne présidentielle se poursuit en Mauritanie. Cette semaine, le candidat Ghazouani, dauphin du président Mohamed ould Abdel Aziz, battait campagne dans l'est du pays, dans la wilaya de Hodh Ech Chargui. L'Est est une région à régime spécial où la question sécuritaire reste encore une préoccupation. Même si elle n'a pas connu d'attaque depuis 2009, Nema, la préfecture, est à quelques kilomètres seulement du Mali.

La wilaya de Hodh Ech Chargui est une immense étendue désertique. Une grande partie de la population est nomade et s'informe grâce à la radio. Mohamed est le correspondant de Radio Mauritanie.

« Comme nous couvrons une région très vaste, il y a toujours des manques. Nous n'avons pas assez d'hommes ni de voitures pour être présents sur tout le territoire. Les nomades ont toujours un poste radio avec eux. Quand ils passent dans une zone de diffusion, ils écoutent », explique-t-il.

Radio Mauritanie ne couvre que 80 % de la wilaya. Le reste du territoire, comme la localité de Wade Chebi, est donc coupé du monde d'où l'idée d'une radio communautaire.

« Nos sujets parlent de la santé, l'éducation, la sécurité. Nous avons un objectif sécuritaire. Si les auditeurs voient quelque chose de dangereux, il faut le signaler. Le problème, c'est que la population n'a pas conscience des menaces, ils ne savent pas les repérer parce qu'ils ne sont pas assez éduqués », souligne Mariam, reporter de la radio.

Wade Chebi est un point de passage important lors de la transhumance de la période de soudure, ce qui en fait un lieu stratégique dans la lutte contre l'insécurité.

« Cette radio est sur un site qui est, au niveau purement tactique, très intéressant à exploiter parce que c'est un endroit où tout le monde passe. Et si c'est l'endroit où tout le monde passe et qu'on met quelque chose qui est stable et loyal en termes de population, eh bien à ce moment-là, on fait reculer la menace de façon directe », estime François Xavier Pons, du Projet d'appui à la sécurité et au développement en Mauritanie, financé par l'Union européenne.

La radio communautaire de Wade Chebi commencera à émettre dans quelques semaines, avec un rayonnement de 30 à 40 km.

4 – PRESSE AU LUXEMBOURG – « Une offre de presse francophone en pleine mutation »

<https://www.wort.lu/fr/luxembourg/une-offre-de-presse-francophone-en-pleine-mutation-5cf7a286da2cc1784e3457ed>

Vendredi 7 juin 2019

Par Maurice Fick

Avec le « débarquement » de l'hebdomadaire « Le Jeudi » ce 6 juin, les titres en langue française au Luxembourg ne comptent plus que deux quotidiens nationaux et un seul mensuel économique. L'offre de presse papier continue de fondre, celle en ligne s'étoffe.

C'est un nouveau revers pour la presse écrite francophone au Grand-Duché. La fin de la publication du *Jeudi* lancé en 1997 par le groupe Editpress appauvrira le paysage médiatique luxembourgeois d'un titre mais le privera surtout de toute publication hebdomadaire en français.

Alors même que le Grand-Duché n'a jamais dénombré autant de résidents français sur son sol. Pas plus tard que début mai, le Statec indiquait que la communauté française - tout comme la communauté italienne- était celle qui avait le plus fortement augmenté depuis 2014. En janvier 2019, les Français représentaient 7,6% d'une population totale de 613.894 habitants.

La suppression du *Jeudi*, pour des raisons financières selon Jean-Lou Siweck interrogé sur la *Radio 100.7*, est « terrible pour ses 26.700 lecteurs si bien servis par une petite mais excellente rédaction », comme l'a tweeté mardi soir l'ex-patron d'Editpress. Mais elle confirme l'érosion de la presse quotidienne qui se feuillette sur le coin de la table.

Le jour J, le Premier ministre et ministre des communications et des médias, Xavier Bettel a évoqué la sauvegarde du pluralisme des médias dans un tweeté.

Avant *Le Jeudi* du groupe Editpress dont le fief est à Esch-sur-Alzette, deux autres quotidiens nationaux du groupe Saint Paul à Luxembourg avaient déjà mis la clef sous la porte.

Dernier en date, le quotidien gratuit en langue française *Point 24* avait, face à la concurrence de *L'Essentiel*, cessé de publier le 21 décembre 2012. Il avait été fondé en 2006.

Un an auparavant, *La Voix du Luxembourg*, créé en 2001 en même temps que *Le Quotidien*, avait fini par mettre la clef sous la porte le 30 septembre 2011.

Stratégie print et web

Le point commun entre ces quotidiens et hebdomadaire qui ont cessé de paraître en kiosque est sans nul doute l'absence de la prise en compte des nouvelles habitudes tactiles des consommateurs, toujours plus enclins à consulter les nouvelles sur leurs écrans. Ces médias avaient pour vocation première de diffuser l'information via le print.

Le contre-exemple marquant dans le paysage francophone de cette stratégie non payante à moyen terme, demeure *L'Essentiel*. Dès son lancement en 2007, le quotidien gratuit disponible au coin de la rue a misé sur le papier et le web. Selon les chiffres publiés par l'étude TNS ILRES Plurimedia en mars 2018, *L'Essentiel* est lu aujourd'hui par une personne sur quatre dans le pays. Le paysage s'est enrichi depuis par le développement de *wort.lu* et de l'arrivée de *5minutes.lu*, tous deux en langue française.

Les comportements des lecteurs ont, par ailleurs, mis du temps à être pris en compte par le législateur. Ce n'est que depuis janvier 2017 que la « presse en ligne » est subventionnée au Luxembourg. Un mécanisme transitoire de soutien au développement de la presse en ligne « accessible à des acteurs nouveaux qui ne bénéficient pas encore d'un soutien de l'Etat mais également à des acteurs existants à condition qu'ils enrichissent leur offre en ligne ».

Sept fois plus pour la presse papier

En 2018, l'aide versée à la presse en ligne s'élevait à 1,08 million d'euros, selon les données du service des médias, des communications et du numérique. Une subvention que se sont partagée 14 sites internet d'information, à hauteur de 100.000 euros, dont seulement trois en langue française : *wort.lu/fr*, *l'essentiel.lu/fr* et *paperjam.lu*.

A contrario, l'enveloppe étatique consacrée à la presse écrite était de 7,08 millions d'euros en 2018. Dix quotidiens et hebdomadaires l'ont reçue, dont *Le Jeudi* (335.310 euros).

Les lecteurs luxembourgeois ont également perdu l'un de leurs titres favoris, il y a un peu moins de six mois. Le 21 décembre 2018, l'hebdomadaire satirique *Den neie Feierkrop*, lancé en 1993, avait déjà tiré sa révérence. Un an auparavant, il s'était hissé au cinquième rang parmi les journaux hebdomadaires les plus lus au Luxembourg, devant des hebdomadaires comme le *Lëtzebuurger Land* et *Woxx*.



« *Le Jeudi* » tira sa révérence

5 – FRANCOPHONIE – « Appel des Cent pour protéger la langue française du colonialisme anglo-américain »

<https://www.europe1.fr/international/francophonie-appel-des-cent-contre-le-colonialisme-anglo-americain-3904875>

Dimanche 16 juin 2019

"La langue française va mal", déplorent dans "Le Parisien" des artistes, enseignants et scientifiques. Cent artistes, enseignants et autres scientifiques de 25 pays, dont le chanteur français Pierre Perret et le sociologue suisse Jean Ziegler, demandent au président Emmanuel Macron de "protéger la langue française du colonialisme anglo-américain", dans un manifeste publié dimanche.

"La langue française va mal. Étouffée par l'anglo-américain, elle voit désormais son usage même évincé par cette dernière langue devenue si peu étrangère", écrivent les signataires dans le quotidien français *Le Parisien/Aujourd'hui*.

Parmi eux, figurent l'écrivain français Didier Van Cauwelaert et le franco-marocain Tahar Ben Jelloun, ainsi que le chanteur acadien Zachary Richard ("Travailler c'est trop dur").

Les signataires appellent Macron à renoncer à "l'utilisation de l'anglo-américain en France"

À l'occasion du 79ème anniversaire de l'appel du Général de Gaulle, le 18 juin 1940, ils demandent à la France, première contributrice financière de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), de "suivre enfin la trace laissée par l'esprit de résistance" et de protéger "la langue française, et à travers elle les langues et les cultures du monde, du colonialisme anglo-américain".

Les signataires appellent le président Macron à "montrer l'exemple, en renonçant à l'emploi de l'anglo-américain à l'étranger" et "en renonçant à l'utilisation peu digne de l'anglo-américain en France même".

L'anglais : "langue d'usage" pour Emmanuel Macron

Les Cent " se sont particulièrement émus "de "l'adoubement" d'Emmanuel Macron, lors du dernier Sommet de la Francophonie en octobre 2018, "de l'anglo-américain comme 'langue d'usage' pour le monde". Emmanuel avait déclaré à ce Sommet sa volonté de promouvoir le français comme étant "la langue de la création", ce qui le différencie de l'anglais, "langue d'usage", avait-il dit.

"À en juger par le dynamisme économique d'une majeure partie de l'Afrique francophone, comme par la vitalité économique du Canada francophone, terre de créativité et de haute technologie, leur +langue d'usage+ - le français - en vaudrait pourtant d'autres", répondent les signataires.

"S'inspirer de la pugnacité du Québec"

Refusant "l'intronisation de la langue anglo-américaine comme seconde langue officielle de la nation", ils demandent notamment de "mettre un terme au projet sacrilège prétendant dispenser dans les établissements scolaires des cours de matières générales en anglo-américain". "Faute d'avoir su précéder le Québec comme référence mondiale pour la défense du français, du moins sachons nous inspirer de sa pugnacité et abandonner nos comportements serviles", concluent les Cent.

Emmanuel Macron, élu en 2017, a fait un mantra de la "défense du français dans le cadre du plurilinguisme", c'est-à-dire sans l'imposer contre les langues vernaculaires ni l'anglais, seul moyen selon lui de confirmer le boom actuel du nombre de francophones, qui doit passer de 274 millions aujourd'hui à 700 millions en 2050.

6 – JOURNALISTE AU SENEGAL – « Le journaliste et analyste politique Serigne Saliou Samb est décédé »

<http://www.aps.sn/actualites/article/serigne-saliou-samb-un-homme-pieux-et-cultive-pr-moustapha-samb>

Dimanche 16 juin 2019

Le journaliste et analyste politique Serigne Saliou Samb, décédé ce dimanche des suites d'une maladie, était un homme pieux et très cultivé, selon le Professeur Moustapha Samb.

“Serigne Saliou Samb était un homme très pieux, quelqu'un de très cultivé, un homme plein de dignité. Il a vécu sa maladie dans la dignité. Il était généreux, courageux, très ambitieux”, a dit à l'APS, M. Samb, qui fut son enseignant en deuxième année au CESTI, avant de l'encadrer en année de maîtrise dans le même établissement.

“Il priait beaucoup, il se retirait souvent pour faire la prière, lire le Coran, les Khassaides (les écrits de Ahmadou Bamba, le fondateur du mouridisme). Il aimait beaucoup Serigne Touba”, a ajouté Moustapha Samb, soulignant qu'entre lui et Serigne Saliou Samb, il y avait “une relation entre un professeur et son étudiant qui s'est transformée en amitié”.

“On était très proche”, a dit Moustapha Samb qui enseigne la Sociologie de la Communication au CESTI.

Le journaliste et analyste politique Serigne Saliou Samb est décédé ce dimanche à Dakar des suites d'une maladie. Il a été enterré à Touba.

Diplômé du Centre d'études des sciences et techniques de l'information (CESTI) de l'UCAD, Serigne Saliou Samb est un ancien de L'Observateur, entre autres. Il dispensait des cours de journalisme et de communication dans différents établissements dakarois.

Serigne Saliou Samb a soutenu, en 2014, sa thèse de doctorat en Science Politique (Option Relations Internationales), “Les Réseaux de pouvoir politico-économique en Afrique. Contribution à une étude comparative de l'environnement géopolitique des investissements au Sénégal et au Maroc”, à la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'UCAD.

Il en avait fait par la suite un ouvrage. Serigne Saliou Samb est aussi l'auteur du livre “Pape Samba Mboup : Ange ou démon ? Confidences, récits et témoignages”.



Serigne Saliou Samb

7 – JOURNALISTE AU MEXIQUE – « Libération d'un journaliste enlevé par des hommes armés »

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/mexique-liberation-d-un-journaliste-enleve-par-des-hommes-armes-20190613>

Jeudi 13 juin 2019

Un journaliste enlevé mercredi dans l'Etat de Veracruz (sud-est) a été libéré ce jeudi à l'aube, a annoncé le gouverneur Cuitlahuac Garcia. « Nous avons réussi à libérer le journaliste Marcos Miranda », a annoncé le gouverneur dans un tweet, qui a également félicité la police et les membres des forces armées qui ont participé à sa libération.

Selon une source militaire, qui a requis l'anonymat, le journaliste a « été retrouvé frappé et désorienté alors qu'il marchait sur la voie publique ».

Marcos Miranda, journaliste et directeur du site d'informations *Noticias a Tiempo*, avait été enlevé par deux hommes armés alors qu'il conduisait sa fille de 10 ans à l'école dans la ville de Boca del Rio.

Son épouse, Maria del Pilar Gasca, avait indiqué à la presse locale que son mari avait reçu des menaces du ministre de l'Intérieur de l'Etat, Eric Cisneros, en raison de ses reportages. « Il voulait que (mon mari) écrive des choses positives sur lui en échange de pots-de-vin. Il lui a dit que s'il ne le faisait pas, il savait ce qui allait lui arriver », avait-elle témoigné.

L'enlèvement s'était produit moins de 24h après le meurtre mardi soir de Norma Sarabia dans l'Etat voisin de Tabasco, qui porte à six le nombre de journalistes tués au Mexique depuis le début de l'année. Norma Sarabia avait été correspondante du journal *Tabasco Hoy* pendant 15 ans et travaillait depuis quelque temps pour d'autres médias locaux. Elle a été attaquée mardi soir par deux individus armés circulant à moto, à proximité de son domicile dans la ville de Huimanguillo, à 400 km de Boca del Rio.

Selon le décompte de Reporters sans frontières, le Mexique est le pays le plus meurtrier au monde pour les journalistes, avec cinq journalistes tués entre le début de l'année et le mois de mai.

Avec plus de 100 journalistes tués depuis 2000, l'organisation classe le pays parmi les trois pays les plus dangereux pour la presse avec la Syrie et l'Afghanistan.

La grande majorité de ces assassinats restent impunis.

8 – JOURNALISTES EN CENTRAFRIQUE – « Passage à tabac de deux journalistes en RCA : RSF demande des sanctions contre les éléments de la police impliqués »

<https://rsf.org/fr/actualites/passage-tabac-de-deux-journalistes-en-rca-rsf-demande-des-sanctions-contre-les-elements-de-la-police>

Lundi 17 juin 2019

Par RSF

Passage à tabac de deux journalistes en RCA : RSF demande des sanctions contre les éléments de la police impliqués

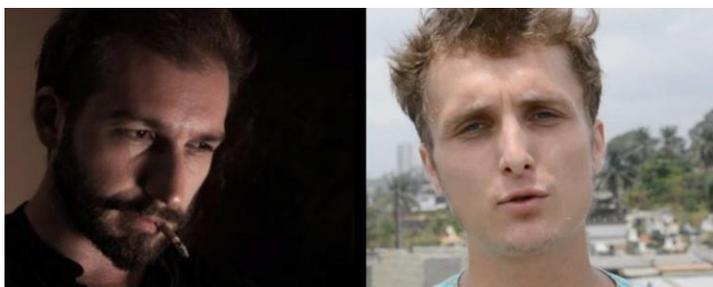
Reporters sans frontières (RSF) dénonce l'agression et l'interpellation de deux journalistes français par un groupe de policiers centrafricains et demande que les responsables de leur agression soient identifiés et sanctionnés.

Florent Vergnes et **Charles Bouessel**, journalistes pour l'agence France-Presse (AFP), ont été violemment interpellés samedi 15 juin à Bangui, capitale de la République centrafricaine (RCA), alors qu'ils couvraient la dispersion d'une manifestation de l'opposition interdite par les autorités. "Des éléments de l'Office centrafricain de répression du banditisme (OCRB) m'ont donné plusieurs coups de pied, coups de poing et coups de crosse alors que je m'étais présenté à eux comme journaliste accrédité" a rapporté Florent Vergnes à RSF.

Les deux journalistes français ont ensuite été interrogés pendant plusieurs heures. Durant l'interrogatoire, les policiers les ont accusés d'avoir participé à l'organisation de la manifestation. Une partie de leur matériel a été cassée et confisquée. Ils ont finalement été relâchés après six heures de garde à vue.

"L'abandon des poursuites contre ces deux journalistes est un préalable indispensable mais loin d'être suffisant, estime Arnaud Froger, responsable du bureau Afrique de RSF. Nous demandons que des poursuites soient engagées et des sanctions appropriées prises contre les éléments de la police qui ont violemment agressé ces deux reporters dans l'exercice de leurs fonctions et qui ont tenté de maquiller leur bavure avec des charges montées de toutes pièces. La suite qui sera donnée à cette affaire par les autorités aura valeur de test pour l'état de la liberté de la presse dans le pays."

La RCA occupe la 145e position sur 180 pays dans le Classement mondial de la liberté de la presse établi par RSF en 2019.



Florent Vergnes et Charles Bouessel,
journalistes pour l'agence France-Presse (AFP)

9 – JOURNALISTES EN BULGARIE – « Deux journalistes d’investigation à l’origine de révélations sur un scandale immobilier victimes d’un coup monté »

<https://rsf.org/fr/actualites/bulgarie-deux-journalistes-dinvestigation-lorigine-de-revelations-sur-un-scandale-immobilier>

Lundi 7 juin 2019

Par RSF

Après avoir révélé en mars dernier un important scandale immobilier impliquant plusieurs hauts fonctionnaires bulgares, deux journalistes d’investigation du site Bivol sont au coeur d’une enquête judiciaire ouverte par le procureur général. Reporters sans frontières (RSF) dénonce une campagne d’intimidation montée de toutes pièces visant à dissuader les journalistes de poursuivre leurs investigations et demande des explications au parquet.

Auditionné par la Direction générale de la police le 13 juin 2019, le journaliste bulgare Assen Yordanov est avec son collègue Atanas Tchobanov au coeur d’une enquête judiciaire ouverte par le procureur général Sotir Tzatsarov. Sur la base d’un soit disant rapport signé de BOETS une ONG anti-corruption, le parquet bulgare les accuse d’avoir fraudé et acquis, il y a plusieurs années, des biens immobiliers à des prix bien inférieurs à ceux du marché. Des accusations que dément l’ONG qui a d’ailleurs porté plainte pour usurpation d’identité.

Les journalistes ont tous les deux publié les actes notariés d’acquisition de leurs biens et expliqué à RSF que rien ne justifiait l’ouverture de cette enquête.

Le site d’investigation Bivol a publié depuis mars dernier une série de révélations sur des soupçons de fraude entourant l’achat d’appartements de luxe dans des conditions douteuses par de hauts fonctionnaires bulgares proches du GERB, la formation du Premier ministre Boïko Borissov. Parmi les personnalités impliquées dans ce scandale “Apartment Gate”, figure justement le nom du procureur général Sotir Tzatsarov - à l’origine de l’enquête contre les deux journalistes- soupçonné d’avoir acquis en 2018 une résidence près de la ville de Peshtera à un prix bien inférieur à ceux pratiqués dans la région.

“RSF s’inquiète de nouvelles pratiques qui visent à faire taire des journalistes d’investigation sur la base de coups montés de toutes pièces et demande au parquet bulgare de se s’expliquer sur ce qui motive l’ouverture d’une enquête déclare Pauline Adès-Mével, responsable de la zone Union européenne et Balkans de RSF. Fausses accusations de trafic de drogue en Russie, fausses plaintes pour corruption montées de toutes pièces en Bulgarie ; jusqu’où iront les ennemis de la liberté de la presse et des journalistes d’investigation ?

La situation est d’autant plus inquiétante que les attaques répressives de l’État visant à anéantir économiquement les journalistes en les soumettant à des pressions sont menées en coordination avec celles des médias progouvernementaux de l’oligarque Delyan Peevski. Le quotidien pro gouvernemental *TRUD* avait d’ailleurs publié un article anonyme sur l’état des biens des reporters de Bivol récemment.

Les affaires se multiplient : le 21 mai le journaliste de l’hebdomadaire *Capital Weekly* **Rossen Bossev** a été sévèrement condamné pour diffamation publique dans une affaire qui l’opposait à un ancien président du régulateur boursier bulgare.

RSF est également préoccupée par le cas du journaliste d’investigation du site Zov News, **Hrsito Geshov**, enlevé et séquestré par des inconnus en mai 2019 puis forcé d’effacer son enquête sur l’approvisionnement illégal en eau de sa ville, Troyan.

La Bulgarie, qui selon la Commission européenne dans son dernier rapport a échoué à réaliser des progrès significatifs en matière de corruption au cours des dix dernières années, figure à la 111ème place sur 180 pays au classement mondial de la liberté de la presse établi par RSF en 2019.